

**MISE EN ŒUVRE DE L'ACCES A LA SOUS-BOUCLE  
ET ARTICULATION AVEC LE DEVELOPPEMENT  
DU TRES HAUT DEBIT**



**REPONSE A LA CONSULTATION PUBLIQUE**  
(NOVEMBRE 2009)

# Sommaire

I. Présentation du projet	p 3
II. Réponses aux questions	p 4
II.1 - Question 7	p 4
II.2 – Question 9	p 4
II.3 – Question 10	p 4
II.4 – Question 11	p 5

## I. Présentation du projet

La Communauté de l'auxerrois a souhaité s'engager dans une étude d'ingénierie relative à un projet d'infrastructures de technologies de l'information et de la communication (TIC) sur son territoire qui couvre 19 communes, soit environ 30.000 logements et 2758 entreprises.

L'éligibilité des lignes du territoire est, au 21/12/2008, de :

- 1,1% de lignes inéligibles au 512Kbit/s,
- 23,5% de lignes inéligibles au 2Mbit/s,
- 22,6% de lignes seulement éligibles au 8Mbit/s.

Dans le domaine de l'aménagement du territoire et du développement économique, plusieurs segments de développement stratégique ont été considérés :

- le segment des entreprises,
- le segment des acteurs publics et des administrations,
- le segment des usagers résidentiels.

La Communauté de l'auxerrois a pour objectif le développement numérique du territoire, notamment en favorisant :

- la modernisation des services publics,
- l'aménagement du territoire communautaire et, en particulier, la couverture de zones d'activités économiques jugées stratégiques,
- à terme, l'accès à Internet très haut débit (de type FTTH) pour tous.

Pour atteindre ces objectifs, la Communauté a souhaité disposer d'éléments d'aide à la décision ce qui s'est traduit par la mise en place d'une étude de faisabilité actuellement en cours. Cette étude a débuté en mai 2009. Ce RIP (Réseau d'Initiative Publique) pourrait être opérationnel courant 2011.

En ce qui concerne le segment des usagers résidentiels, les décisions des élus sur des projets de montée en débit sont liées à une bonne compréhension de l'impact des différentes solutions envisageables sur la qualité de cette amélioration (notamment le nombre de lignes impactées par classe de débit cible). La mise en œuvre effective et rapide des décrets, liés à la Loi de modernisation de l'économie, est impérative pour disposer des éléments objectifs éclairant les décisions à prendre.

La Communauté de l'auxerrois entend développer un service public de communications électroniques de type opérateur d'opérateurs. La satisfaction des objectifs de la collectivité passe donc également par une vérification de l'appétence des opérateurs sur les différents scénarios techniques considérés.

## II. Réponses aux questions

### II.1. QUESTION 7 :

*L'Autorité invite les acteurs à commenter et compléter, s'ils le jugent utile, cette synthèse des performances techniques relatives de chacune des solutions proposées.*

La collectivité ne mettrait pas l'architecture bi-injection et déport des signaux sur un pied d'égalité en ce qui concerne les performances techniques. En effet, la collectivité s'interroge sur le caractère limité du gain en débit de la l'architecture bi-injection. Celle-ci ne serait donc pas favorable à ce choix d'architecture, étant donné un gain en débit faible par rapport à l'architecture déport de signaux, mais surtout l'architecture réaménagement.

### II.2. QUESTION 9 :

*L'Autorité invite les acteurs à commenter et compléter, s'ils le jugent utile, cette synthèse des impacts concurrentiels potentiels de chacune des solutions proposées. Les acteurs sont notamment invités à développer leurs analyses, au regard des impacts que pourrait avoir chacune des solutions dans les zones.*

En ce qui concerne l'architecture réaménagement, la collectivité demande confirmation en tant qu'opérateur d'opérateurs quant à la possibilité de proposer une offre activée aux autres opérateurs. Dans le cas d'une limitation à une offre passive, cela réduirait considérablement les opportunités d'introduction de concurrence. En effet, dans le cas de sous-répartiteur de petite taille, l'appétence des opérateurs est nettement supérieure pour une offre activée.

### II.3. QUESTION 10 :

*L'Autorité invite les acteurs à commenter et compléter, s'ils le jugent utile, cette synthèse des coûts prévisibles de la mise en œuvre des solutions proposées.*

La collectivité estime que le coût de la pose de fibre optique entre le répartiteur et les sous-répartiteurs (15 à 20 €) est largement sous évalué même en se plaçant dans l'hypothèse d'un usage systématique d'une solution de génie civil la moins coûteuse qui est la pose aérienne (environ 20 €/ml).

Certains coûts annexes ne sont pas abordés dans la consultation publique mais mériteraient un éclaircissement comme :

- le coût d'accès à la sous-boucle cuivre,
- les frais d'études et d'accès aux services,
- les modalités de dédommagement pour les opérateurs de services possédant des clients présents au NRA d'origine et désirant migrer au sous-répartiteur.

En ce qui concerne les architectures « déport de signaux » et « réaménagement », quelles sont les règles tarifaires envisagées pour les services offerts par la collectivité aux opérateurs de services? Le modèle préconisé par l'ARCEP concernant les NRA ZO sera-t-il applicable?

#### **II.4. QUESTION 12 :**

*L'autorité invite les acteurs à commenter ces premiers travaux permettant de disposer d'une estimation du nombre de sous-répartiteurs potentiellement concernés par des projets de montée en débit, via l'accès à la sous-boucle.*

Dans le cadre du projet de la Communauté de l'auxerrois, une première estimation indique 80 sous-répartiteurs présents sur l'ensemble du territoire. L'accessibilité aux données statistiques détaillées, prévue par le décret « Connaissance des réseaux » (n°2009-167 du 12/02/09) de la Loi de modernisation de l'économie, s'avère donc indispensable pour des prises de décisions opérationnelles. En effet, les sous-répartiteurs cibles ne pourront être sélectionnés que sur la base des données sur les lignes cuivre à partir des sous répartiteurs.